



LA SEMAINE ECONOMIQUE EN BREF

No: 23-05/15 Mai 2015

UN APERÇU SYNTHETISÉ DE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE REALISÉ PAR LA DIRECTION DES ETUDES, DE L'INFORMATION ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DEIPE) REDACTION: SERVICE DES ETUDES, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA VEILLE ECONOMIQUES

SOMMAIRE :

• A LA UNE

LIBRE CIRCULATION EN ZONE CEMAC: UN PAS IMPORTANT VERS L'INTÉGRATION SOUS-REGIONALE

• EN BREF

ENERGIE: ENEO ENVISAGE DE CONSTRUIRE DES CENTRALES HYBRIDES

BANANE: UNE AUGMENTATION DE 13000T DE PRODUCTION EN PERSPECTIVE

LE MINFI PUBLIE LA LISTE DES 418 EMF AGRÉES AU 31 DECEMBRE 2015

LE CAMEROUN ET LA FAO SUR LA VOIE D'UN NOUVEAU PARTENARIAT

CACAO/CAFE: LE GOUVERNEMENT ANNONCE UNE CAMPAGNE D'ENTRETIEN DES ANCIENS VERGERS

CHEMIN DE FER EDEA-KRIBI-LOLABE: LES ETUDES DE FAISABILITÉ CONFIEES A L'ENTREPRISE CHINOISE CHEC

LE RESEAU DE LUTTE CONTRE LA FAIM INVITE L'ÉTAT À INFORMER SUR LES TRANSACTIONS FONCIÈRES

LE GOUVERNEMENT ET LE CICC FORMERONT 18 000 PRODUCTEURS DE CACAO ET DE CAFE

LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE IMPACTERAIT LA PRODUCTION AGRICOLE CETTE ANNÉE

LA CHINE PRÊTE À ACCOMPAGNER LES EFFORTS DE DÉVELOPPEMENT DU CAMEROUN

LIBRE CIRCULATION EN ZONE CEMAC: UN PAS IMPORTANT VERS L'INTÉGRATION SOUS-REGIONALE

La 12^{ème} session du sommet des Chefs d'Etats de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) tenue le 06 mai 2015 sous la présidence du Président Ali Bongo, vient de s'achever à Libreville, au Gabon. Elle a débouché sur d'importantes décisions concernant notamment la libre circulation des biens et des personnes, ainsi que la négociation de l'APE. Leur application est sensée avoir des effets sur le processus d'intégration sous régionale et par tant sur la performance des économies de la sous région.

LES DÉCISIONS DU SOMMET

Selon les termes du communiqué final sanctionnant la fin des travaux de la 12^{ème} session dudit sommet, « La Conférence a décidé de l'application immédiate de l'Acte additionnel y relatif sur l'ensemble du territoire de la CEMAC. A cet effet, **les ressortissants des pays de la CEMAC sont autorisés à circuler sans visa, à l'intérieur du territoire communautaire, munis soit de la carte d'identité biométrique, soit du passeport biométrique, soit du passeport CEMAC biométrique homologué.** »

De même, « Les Chefs d'Etat, de gouvernement et de délégation se sont appesantis sur la situation actuelle des négociations de l'Accord de Partenariat Economique (APE) entre l'Afrique Centrale et l'Union Européenne. » Aussi ont-ils « chargé **Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA de jouer le rôle de parrain des négociations, assurant le leadership dans le dialogue politique en vue de la conclusion**

d'un APE régional, complet et équilibré. »

Dans cette perspective, « ils ont adopté le projet de texte portant création, organisation et fonctionnement du Fonds Régional de l'Accord de Partenariat Economique (FORAPE) ».

D'autres décisions ont également été prises, qui concernent: la passation de la présidence de la CEMAC au président équato-guinéen; « la relocalisation du siège de la Commission de la CEMAC, de l'Ecole Inter-états de Douanes (EIED) et de la Carte Rose à Bangui d'une part, du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) à Libreville d'autre part ».

LES ENJEUX

Il est reconnu dans la littérature que les processus d'intégration régionaux offrent de nouvelles opportunités aux Etats membres d'une union économique et monétaire. Ainsi, on entrevoit en général avec l'intégration, la possibilité d'accéder à des marchés de biens, de services et de capitaux plus grands. Seulement, les projets intégrateurs qui les accompagnent doivent être réalisés. Selon la Banque Mondiale, l'enlisement dans la réalisation de ces projets au niveau de la région CEMAC par exemple, aurait certes des répercussions sur les pays les moins performants de la zone, notamment sur ceux n'ayant aucun accès à l'océan atlantique, mais également sur les plus performantes. D'où, l'importance de la réalisation des projets infrastructurels sous régionaux qui conditionnent l'efficacité de la décision de **libre circulation des biens et services** d'une part et des règles de convergence, d'autre part.

EN BREF

ENERGIE: ENEO ENVISAGE DE CONSTRUIRE DES CENTRALES HYBRIDES

Réunis en conseil d'administration le 23/04/2015, les administrateurs d'Eneo Cameroun ont donné quitus aux projets de construction de centrales hybrides dans les localités d'Abong Mbang, Yokadouma, Ngaoundal, et Bertoua. Ces projets qui consistent à créer des centrales fonctionnant au solaire en journée et à l'énergie thermique la nuit, auront pour impacts, la réduction des coûts de production de l'énergie électrique avec pour conséquence une acquisition moins onéreuse par le consommateur final.

BANANE: UNE AUGMENTATION DE 13000T DE PRODUCTION EN PERSPECTIVE

Les Plantations du Haut Penja (PHP), filiale du groupe français Compagnie Fruitière de Marseille et principal producteur de banane au Cameroun, projette une augmentation de sa production de l'ordre de 13000t en 2015. En 2014, l'entreprise avait produit 157000t grâce à ses 3000 hectares de plantation situés dans le département du Moundou. Cette année, elle prévoit 170 000t, et davantage les années suivantes grâce à son programme d'extension qui lui fera acquérir 800 hectares dans le département du Dja.

LE MINFI PUBLIE LA LISTE DES 418 EMF AGRÉES AU 31 DECEMBRE 2015

Le Ministre des Finances a publié lundi 04/05/2015, la liste des 418 Etablissements de Micro finance agréés au 31 décembre 2015. Cette liste d'établissements habilités à exercer sur l'ensemble du territoire national intervient pour renseigner et aviser les potentiels clients sur les risques qu'ils courent en cas de mauvais placement. Elle ne garantit toutefois en aucun cas la pérennité des EMF y inscrites, quand on sait que les épisodes de faillite qui sont intervenus dans ce segment de la finance concernent autant ceux agréés que ceux non agréés.



LE CAMEROUN ET LA FAO SUR LA VOIE D'UN NOUVEAU PARTENARIAT

Les experts du Ministère de l'Agriculture et de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), ont engagé mercredi 06/05/2015, une réflexion sur la redynamisation du bureau de la représentation de la FAO au Cameroun. Il est question, selon le Minader qui présidait la rencontre de concert avec le représentant du Directeur Général de la FAO, de mettre en place une nouvelle configuration qui puisse permettre que certaines opérations qui « s'effectuent actuellement à partir du bureau de Libreville, puissent désormais s'exécuter avec une expertise basée à Yaoundé. » Ainsi, les experts ont convenu des modalités pratiques pour la mise en œuvre d'un programme de fonctionnement d'un fonds fiduciaire unilatéral, de même qu'ils ont tablé sur le remplacement de l'accord de siège actuel signé en 1978, par un nouvel accord avec une extension de l'assistance technique de la FAO à Yaoundé. Ce qui devrait permettre un meilleur accompagnement de l'agriculture de seconde génération.

CACAO/CAFÉ: LE GOUVERNEMENT ANNONCE UNE CAMPAGNE D'ENTRETIEN DES ANCIENS VERGERS

Dans l'optique d'une relance de la filière cacao/café, le gouvernement s'est fixé pour objectif de faire passer sa production moyenne de 220 000 tonnes actuellement, à 600 000 d'ici à 2020. Pour ce faire, deux solutions sont admises : la création de nouvelles plantations d'une part, mais avant et en attendant, l'entretien du verger existant. Sous Hautes instructions du Chef de l'Etat, le gouvernement, via le Ministère de l'agriculture, lancera ainsi une nouvelle opération de traitement des principaux bassins de production de cacao et de café. Celle-ci sera différente des précédentes en ceci que : l'opération sera menée par les expertises du Ministère de l'agriculture et, l'opération couvrira l'ensemble des bassins de production.

Le Minader qui annonçait cette opération lors d'une visite du bassin de production d'Atok, a tenu à justifier cette façon de procéder par le constat d'une mauvaise utilisation des pesticides autrefois distribués aux planteurs. L'opération

a donc pour objectif de récupérer les 40% de production perdus par la mauvaise utilisation de ceux-ci.

CHEMIN DE FER EDEA-KRIBI-LOLABE: LES ETUDES DE FAISABILITÉ CONFIEES A L'ENTREPRISE CHINOISE CHEC

Le Ministre du Commerce, représentant le gouvernement camerounais, et M. Edward Xu, représentant de la China Harbour Engineering Company (CHEC) ont signé mercredi 06/05/2015, un MoU pour la conduite d'études de faisabilité du projet de construction du chemin de fer Edea-Kribi-Lolabe. De cette étape est attendu de l'entreprise CHEC un diagnostic sur la viabilité du projet, ainsi que sur les moyens de sa réalisation. Ceux-ci déboucheront, sur la base des livrables attendus de l'étude, sur la construction proprement dite, dans un contexte où le besoin de raccordement au Port en eau profonde de Kribi se fait déjà ressentir. La construction du Port tire en effet à sa fin.

LE RESEAU DE LUTTE CONTRE LA FAIM INVITE L'ÉTAT À INFORMER SUR LES TRANSACTIONS FONCIÈRES

Une étude menée par le Réseau de Lutte contre la Faim (REFULA) a identifié comme menace importante à la sécurité alimentaire le phénomène d'acquisition ou de concession de grandes surfaces foncières dans le cadre de projets agro-industriels, d'autant que celui-ci s'effectuerait dans une asymétrie d'informations. L'étude fait remarquer qu'avec les crises, la terre est devenue une espèce de valeur refuge dont la course à l'acquisition se fait au détriment des dangers qu'elle représente en termes de sécurité alimentaire, de perte d'emplois locaux... Pourtant, font remarquer, les auteurs de l'étude, obligation est faite aux Etats membres de l'OCDE de mettre à la disposition du public un certain nombre d'informations concernant leurs activités sur les transactions foncières à grande échelle. Ce qui n'est pas toujours appliqué.

LE GOUVERNEMENT ET LE CICC FORMERONT 18 000 PRODUCTEURS DE CACAO ET DE CAFÉ

Une convention de partenariat a été signée le 05/05/2015 à Yaoundé entre le Ministère du commerce et l'organe de coopération allemande, la GIZ. Celle-ci

prévoit, dans un souci d'augmentation de la production, la formation de 18000 exploitants agricoles de la filière cacao/café dans l'optique d'en faire de véritables « agriculteurs économiques ». Le projet, dont une part sera portée par le CICC et l'autre, par la GIZ, va s'étendre sur trois ans. Dans un premier temps, il prévoit la formation de 18 cadres du CICC, lesquels formeront à leur tour les 18000 exploitants agricoles.

LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE IMPACTERAIT LA PRODUCTION AGRICOLE CETTE ANNÉE

Suite aux dérèglements climatiques constatés au cours des derniers mois, les producteurs prévoient déjà une baisse de leur production. En effet, ceux qui ont entamé, suivant les techniques recommandées, leurs activités agricoles pour la campagne dont lancement a été effectué depuis le 15 mars dernier, se sont heurtés au rythme irrégulier des pluies les semaines qui l'ont suivies. Certains producteurs par exemple pensent ne récolter à la fin de la saison que 4 tonnes à 5 tonnes de maïs à l'hectare, avec une variété dont le rendement est habituellement de 7 à 8 tonnes par hectare. Les conséquences de cette diminution de l'offre sur les prix est assez évidente. On risque assister à une nouvelle flambée des prix de certains produits agricoles laquelle aura un impact sur l'élevage et finalement sur le panier de la ménagère.

LA CHINE PRÊTE À ACCOMPAGNER LES EFFORTS DE DÉVELOPPEMENT DU CAMEROUN

L'ambassadeur chinois, reçu en audience le 06 mai 2015 par le Ministre de l'Economie, de la Planification et du Territoire (MINEPAT), a affirmé que son pays allait continuer d'être un partenaire solide pour le développement du Cameroun. En effet, au cours de la rencontre qui portait sur l'examen des conventions signées entre les deux pays (le plus grand nombre jamais signé en Afrique selon M. Wei Wenhua), l'Ambassadeur a déclaré qu'en fin 2014, la Chine avait déjà décidé de s'investir à hauteur 1.860 milliards FCFA, dans 21 projets des secteurs de l'énergie, des communications et des infrastructures, et que plusieurs de ces projets étaient déjà dans le pipe. D'où le souhait d'une collaboration plus étanche.

SOURCES:

LIBRE CIRCULATION EN ZONE CEMAC: UN PAS IMPORTANT VERS L'INTÉGRATION SOUS-REGIONALE Cameroun Tribune N° 10836/7035du 08/05/2015
<http://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/0705-6332-libre-circulation-air-ccmac-ape-les-decisions-des-chefs-d-etat-de-la-ccmac>
ENERGIE: ENEO ENVISAGE DE CONSTRUIRE DES CENTRES HYBRIDES Mutations N° 3891 du 07/05/2015
BANANE: UNE AUGMENTATION DE 13000T DE PRODUCTION EN PERSPECTIVE Mutations N° 3891 du 07/05/2015
LE MINFI PUBLIE LA LISTE DES 418 EMF AGRÉES AU 31 DECEMBRE 2015 Cameroun Tribune N° 10835/7034du 07/05/2015
LE CAMEROUN ET LA FAO SUR LA VOIE D'UN NOUVEAU PARTENARIAT Cameroun Tribune N° 10835/7034du 07/05/2015
CACAO/CAFÉ: LE GOUVERNEMENT ANNONCE UNE CAMPAGNE D'ENTRETIEN DES ANCIENS VERGERS Cameroun Tribune N° 10835/7034du 07/05/2015
CHEMIN DE FER EDEA-KRIBI-LOLABE: LES ETUDES DE FAISABILITÉ CONFIEES A L'ENTREPRISE CHINOISE CHEC Cameroun Tribune N° 10835/7034du 07/05/2015
LE RELUFA INVITE L'ÉTAT À INFORMER SUR LES TRANSACTIONS FONCIÈRES Mutations N° 3889 du 05/05/2015
LE GOUVERNEMENT ET LE CICC FORMERONT 18 000 PRODUCTEURS DE CACAO ET CAFÉ Cameroun Tribune 10835/7034 du 06/05/2015
LA CHINE PRÊTE À ACCOMPAGNER LES EFFORTS DE DÉVELOPPEMENT DU CAMEROUN Cameroun Tribune 10833/7022 du 04/05/2015

